

GOVT

CA20N
ECO
-Z002



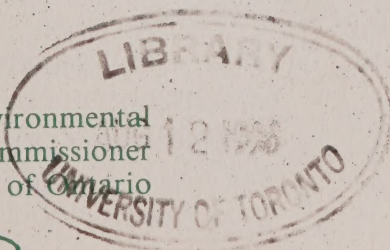
A Guide To The Environmental Bill Of Rights

And

The Environmental Commissioner



Environmental
Commissioner
of Ontario



What is the Environmental Bill of Rights?

The *Environmental Bill of Rights* (EBR) is a law that gives everyone in Ontario the right to participate in environmental decision-making. Fourteen ministries are subject to the *EBR*. The goal of the *EBR* is to:

1. Protect, conserve and restore the natural environment.
2. Provide environmental sustainability.
3. Protect peoples' right to a healthful environment.

What are my rights under the *EBR*?

The *EBR* gives you the right to:

1. Comment on government decisions that are environmentally significant.
2. Make sure the government is accountable for environmental decisions.
3. Take action if your employer is harming the environment without fear of reprisal.
4. Go to court to protect the environment.

5. Comment on proposed laws, appeal environmental decisions, review laws and ask for investigations.

For example, if you want an environmental decision reviewed or investigated, send your request to the Office of the Environmental Commissioner. The minister decides whether or not to review or investigate the matter. The Environmental Commissioner monitors how the ministry handles your request.

What is a Statement of Environmental Values?

Each of the 14 ministries under the *EBR* have a **Statement of Environmental Values** (SEV).

These statements explain:

1. How the ministry considers the environment when it makes decisions.
2. How the ministry applies the *Environmental Bill of Rights* when it makes decisions.

You'll find each ministry's SEV on the Environmental Registry. You can use the SEV to assess any ministry decision that is environmentally significant.

What is the Environmental Registry?

The Environmental Registry gives you the information you need to participate in environmental decision making.

This computerized bulletin board has general information on the *EBR*, each ministry's Statement of Environmental Values, and ministry proposals for environmental laws and programs.

You can access the Registry through your public library, your home computer or a computer network. You can comment on any proposal on the Registry. Ministries must consider your comments.

For more details on using the Environmental Registry, contact our office.

What is the Environmental Commissioner?

The Environmental Commissioner is appointed by the Legislature to monitor and report on the application of the *Environmental Bill of Rights*.

The Environmental Commissioner makes sure the government meets the requirements of the *Environmental Bill of Rights* by:

1. Monitoring how the Environmental Registry is used.
2. Receiving review and investigation applications.
3. Receiving complaints about employer reprisals.
4. Monitoring court actions.
5. Monitoring the way ministries handle reviews and investigations.
6. Working with the 14 ministries and the public to ensure the *EBR* is effective.

Where can I get more information?

The best way to protect the environment is to know and respect the *Environmental Bill of Rights*.

Contact the Office of the Environmental Commissioner — we'll be happy to answer your questions.

Address:

Office of the Environmental
Commissioner
Suite 605, 1075 Bay St.
Toronto, ON
M5S 2B1

Phone:

(416) 325-3377
1-800-701-6454

Fax:

(416) 325-3370

Où puis-je obtenir des renseignements supplémentaires ?

La meilleure façon de protéger l'environnement est de connaître la Charte des droits environnementaux et de la respecter. Adressez-vous au Bureau du commissaire à l'environnement où l'on se fera un plaisir de répondre à vos questions.

Adresse

Bureau du commissaire
à l'environnement
1075, rue Bay, bureau 605
Toronto, ON
M5S 2B1

Téléphone

(416) 325-3377
1-800-701-6454

Télecopieur

(416) 325-3370

Qui est le commissaire à l'environnement ?

Le commissaire à l'environnement est nommé par l'Assemblée législative pour contrôler l'application de la Charte des droits environnementaux et pour en rendre compte. Le commissaire à l'environnement s'assure que le gouvernement respecte les exigences de la Charte des droits environnementaux :

1. en contrôlant l'utilisation du registre environnemental;

2. en recevant les demandes de révision et d'enquête;

3. en recevant les plaintes concernant les représailles exercées par un employeur;

4. en contrôlant les actions judiciaires;

5. en contrôlant la façon dont les ministères mènent les révisions et les enquêtes;

6. en travaillant avec les quatorze ministères et avec le public pour s'assurer de l'efficacité de la Charte.

La DVE de chaque ministère figure au registre environnemental. Vous pouvez y référer pour juger d'une décision ministérielle importante pour l'environnement.

Qu'est-ce le registre environnemental ?

Le registre environnemental vous donne les renseignements dont vous avez besoin pour participer à une prise de décisions relatives à l'environnement.

Ce panneau d'affichage électronique contient des renseignements généraux sur la CDE, la Déclaration sur les valeurs environnementales de chaque ministère, ainsi que les propositions des ministères pour les lois et les projets relatifs à l'environnement.

Vous pouvez y avoir accès dans votre bibliothèque publique, par votre ordinateur personnel ou un réseau informatique. Vous pouvez faire vos observations sur n'importe quelle proposition figurant au registre, et les ministères se doivent de considérer vos observations.

Pour de plus amples détails sur l'utilisation du registre

environnemental, veuillez prendre contact avec notre Bureau :

5. de faire des observations sur

les propositions de lois,

d'interjeter appel de décisions

concernant l'environnement,

de demander la révision d'une

loi ou la tenue d'une enquête.

Ainsi, si vous souhaitez qu'une

décision concernant

l'environnement soit révisée ou

fasse l'objet d'une enquête,

envoyez votre demande au

Bureau du commissaire à

l'environnement. Il reviendra au

ministre de décider s'il juge bon

ou non de revoir la décision, ou

de tenir une enquête. Le

commissaire à l'environnement

vérifiera la façon dont le ministre

traitera votre demande.

Qu'est-ce qu'une Déclaration sur les valeurs

environnementales ?

Chacun des quatorze ministères a
fait, aux termes de la Charte, une
Déclaration sur les valeurs

environnementales (DVE).

Une déclaration explique :

1. quelle place le ministère

accorde à l'environnement

lorsqu'il prend une décision;

2. comment le ministère

applique la Charte des droits

environnementaux lorsqu'il

prend une décision.

Qu'est-ce que la Charte des droits environnementaux ?

La Charte des droits

environnementaux (CDE) est une loi qui donne à tout résident de l'Ontario le droit de participer à une prise de décisions en matière d'environnement. Quatorze ministères sont soumis à la

Charte.

Ses buts sont les suivants :

1. protéger, préserver et restaurer l'environnement naturel;
2. assurer sa pérennité;
3. protéger le droit des personnes à un environnement sain.

Quels sont mes droits aux termes de la Charte ?

La Charte vous donne le droit :

1. de faire des observations sur les décisions gouvernementales importantes pour l'environnement;
2. de vous assurer que le gouvernement est responsable des décisions concernant l'environnement;
3. de prendre des mesures si votre employeur porte atteinte à l'environnement, et ce sans crainte de représailles;
4. d'interdire des poursuites judiciaires pour protéger l'environnement;

Pour mieux
comprendre la
Charte des droits
environnementaux
Le Commissaire
à l'environnement

Le Commissaire à l'environnement de l'Ontario

